

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 700 / mars 2022

## TENDANCES CONJONCTURELLES 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2021

Le climat des affaires est stable au 4<sup>e</sup> trimestre en Martinique (102,3 points), malgré le maintien de mesures de restriction de déplacement destinées à lutter contre la recrudescence des contaminations au Covid-19, ainsi que la dégradation du climat social dans le sillage des mouvements de grèves qui ont abouti à des émeutes et au blocage des axes routiers et du port pendant près d'un mois (du 22 novembre au 17 décembre).

Le chiffre d'affaires a augmenté ou est resté stable au 4<sup>e</sup> trimestre pour une majorité des entreprises interrogées. Les dépenses cumulées des ménages semblent progresser moins vite, mais elles restent significativement supérieures à l'année dernière, dans un contexte d'amélioration des conditions sur le marché de l'emploi. Malgré le renchérissement des prix de l'énergie et d'importantes hausses des prix des intrants, les chefs d'entreprise restent confiants : 9 dirigeants sur 10 prédisent un chiffre d'affaires en progression ou stable pour 2022, et une majorité d'entre eux prévoit d'investir dans les 12 mois\*.

\* enquête réalisée avant le début de la crise ukrainienne.

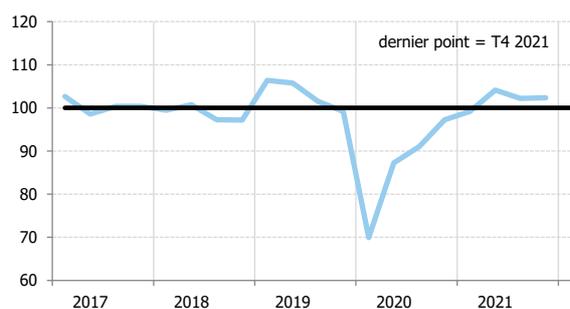
## La conjoncture économique à la Martinique

### Le climat conjoncturel résiste aux mouvements sociaux

Au quatrième trimestre 2021, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est stable à 102,3 points par rapport au trimestre précédent (+0,1 point). Il demeure au-dessus de sa moyenne de longue période (100 points), suggérant que l'activité reste en expansion, malgré les blocages résultant de la crise sociale de la fin de l'année et le maintien de restrictions (couvre-feu) liées au contexte sanitaire.

Si l'ICA reste sensiblement identique au trimestre précédent, les contributions de ses composantes signalent que dans l'ensemble, les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête sont un peu plus pessimistes concernant le trimestre à venir (qui correspond ici au 1<sup>er</sup> trimestre 2022) et, inversement, un peu plus optimistes concernant le trimestre en cours (4<sup>e</sup>) qu'auparavant. À noter : les soldes d'opinions concernant la trésorerie des entreprises se sont redressés ; le solde d'opinions concernant les prix de vente anticipés par les chefs d'entreprise au prochain trimestre a atteint un plus haut historique.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### Quelles sont les mesures de trésorerie prises au T4 2021 ?

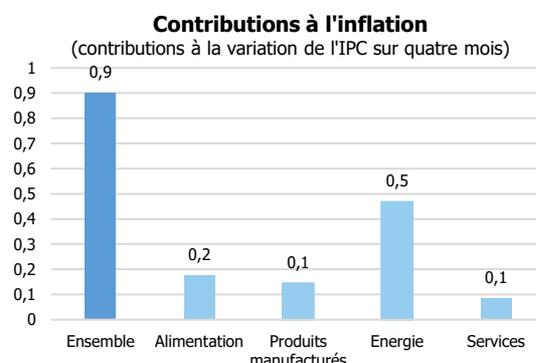


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une majorité d'entreprises (62,6 %) déclare toujours un chiffre d'affaires en progression ou stable au 4<sup>e</sup> trimestre par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre, mais elles sont moins nombreuses qu'au trimestre précédent (73,5 %). Au 4<sup>e</sup> trimestre, de moins en moins d'entreprises déclarent mettre en place des mesures de trésorerie spécifiques (40,5 % contre 47,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre). En revanche, elles sont plus nombreuses (10,9 %) qu'au 3<sup>e</sup> trimestre (5,2 %) à avoir recours à des financements bancaires hors PGE.

## Des prix à l'énergie toujours en forte hausse

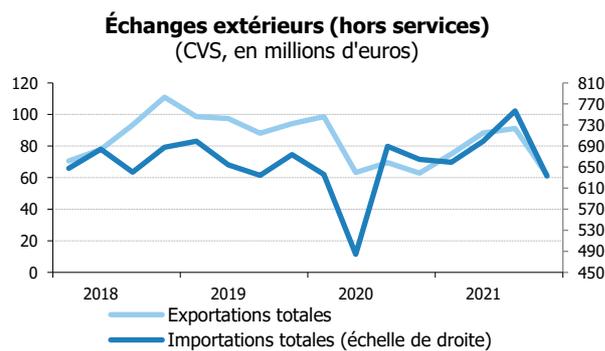
L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 0,9 % entre juillet et novembre 2021 (pour rappel, les indices d'août, de septembre et d'octobre n'ont pas été publiés par l'Insee). Dans le détail, l'énergie contribue pour plus de la moitié à cette hausse des prix, dans un contexte international de renchérissement du prix des hydrocarbures. Ainsi, le prix du carburant augmente sur la période de 6 % pour le sans-plomb, de 9 % pour le gazole et de 17 % pour le gaz. L'alimentation contribue également à la hausse de l'IPC, mais dans une moindre mesure : ses prix progressent de 0,9 % en quatre mois, dont +2,0 % pour les seuls produits frais. Les difficultés des chaînes d'approvisionnement induites par la crise sanitaire continuent de peser sur les coûts des entreprises. Selon l'enquête de conjoncture, 88 % des entreprises interrogées déclarent subir une hausse de leurs prix fournisseurs (après 86 % au 3<sup>e</sup> trimestre), qui s'explique pour 96 % d'entre elles par la hausse des prix des intrants (après 86 % au 3<sup>e</sup> trimestre), et pour 79 % d'entre-elles par la hausse du prix du fret (après 83 % au 3<sup>e</sup> trimestre).



Source : Insee

## Les blocages perturbent le commerce extérieur

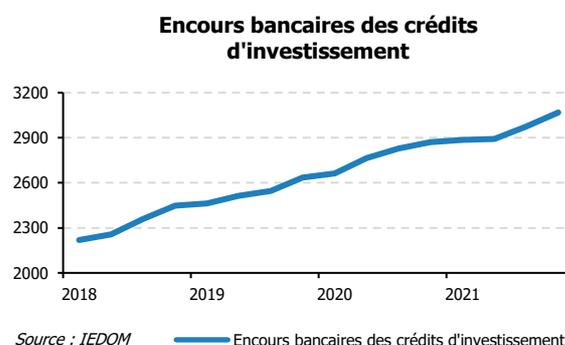
Le 4<sup>e</sup> trimestre est marqué en Martinique par d'importants mouvements sociaux. Ils se manifestent notamment par le blocage des axes routiers et du port pendant près d'un mois (du 22 novembre au 17 décembre), perturbant le débarquement et l'export des marchandises. Ainsi, les exportations comme les importations hors produits pétroliers baissent au 4<sup>e</sup> trimestre (respectivement de 12,6 % en CVS, et 14,8 %). L'ensemble des échanges extérieurs diminue au 4<sup>e</sup> trimestre : les exportations de produits agroalimentaires baissent de 7,6 % (CVS), les importations de biens de consommation durables de 14,6 % (CVS). De même, les exportations de produits pétroliers chutent de 82,2 % (CVS), et leurs importations de 26,8 % (CVS). Malgré des niveaux d'importations et d'exportations de produits pétroliers très supérieurs à ceux du 4<sup>e</sup> trimestre 2020 (respectivement +82,0 % et +55,9 %), les importations et exportations totales restent inférieures à ce qu'elles étaient un an plus tôt (respectivement - 4,7 % et - 1,7 %).



Source : Douanes

## Redressement de l'investissement

Au 4<sup>e</sup> trimestre, les indicateurs relatifs à l'investissement sont mieux orientés. Dans un contexte de croissance des encours de crédits totaux aux entreprises plutôt modérée (+1,0 %), les encours de crédits d'investissement progressent de 3,1 % au cours du dernier trimestre de 2021 (contre +2,9 % et +0,1 % aux troisième et deuxième trimestres respectivement). Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs augmentent de 10,9 % (CVS) par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre, et sont supérieures de 28,3 % (CVS) par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2020. En revanche, les importations de biens d'investissement diminuent au 4<sup>e</sup> trimestre (- 21,3 %, CVS), en particulier du fait du blocage du port à la suite des mouvements sociaux. Enfin, au 4<sup>e</sup> trimestre, le solde d'opinions des prévisions d'investissement des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture baisse, mais demeure positif.



Source : IEDOM

En termes de vulnérabilité des entreprises, la situation est stable. Les impayés sur effet augmentent en nombre au 4<sup>e</sup> trimestre (+43,2 %, à 126) et en montant (à 0,7 M€ contre 0,4 M€ au 3<sup>e</sup> trimestre) mais restent nettement inférieurs à leur niveau de

2020. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire continue de baisser quant à lui (-4,0 % en variation trimestrielle, - 11,6 % en glissement annuel).

## Amélioration des conditions sur le marché du travail

Après un 3<sup>e</sup> trimestre durement affecté par la 4<sup>e</sup> vague de contaminations et de restrictions d'activité, les conditions sur le marché du travail s'améliorent, malgré les mouvements sociaux. À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) poursuit sa baisse (-1,6 % en variation trimestrielle) pour atteindre 36 770 personnes. Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie D (c'est-à-dire sans emploi, mais non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de maladie ou d'indisponibilité immédiate) baisse significativement (-17,6 %, CVS), même s'il demeure encore supérieur à son niveau de fin décembre 2020.

Selon les statistiques de l'Acoss, le nombre d'emplois du secteur privé (hors agricole) progresse de nouveau au 4<sup>e</sup> trimestre (+579 emplois à fin décembre), après un recul au 3<sup>e</sup> trimestre (-574 emplois à fin septembre). Ainsi, à fin décembre 2021, il y a 2 515 emplois privés non agricoles supplémentaires en Martinique par rapport à fin décembre 2020.

Selon l'enquête de conjoncture, le recours au télétravail est en nette augmentation ce trimestre : 30,7 % des entreprises enquêtées déclarent y avoir recours, soit +5,7 points de plus qu'au trimestre précédent. Les difficultés de déplacements liées aux occupations de ronds-points pendant les mouvements sociaux jouent un rôle dans cette évolution. La part des entreprises qui assurent placer des salariés en activité partielle est stable quant à elle (23,8 %). Elle concerne essentiellement le secteur de l'hôtellerie/restauration, et dans une moindre mesure l'industrie. Elle témoigne de la persistance du sous-emploi dans l'économie martiniquaise et relativise ainsi la performance du marché de l'emploi sur la période.

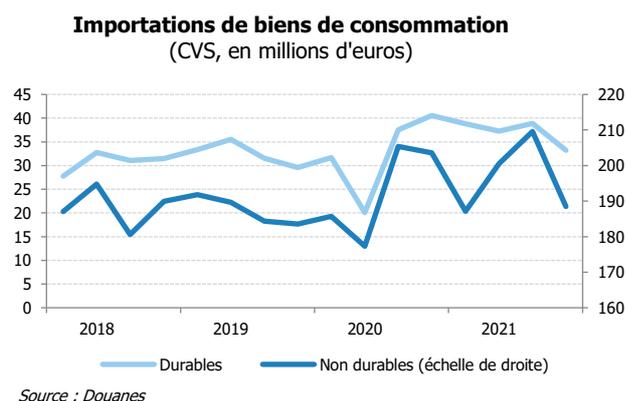
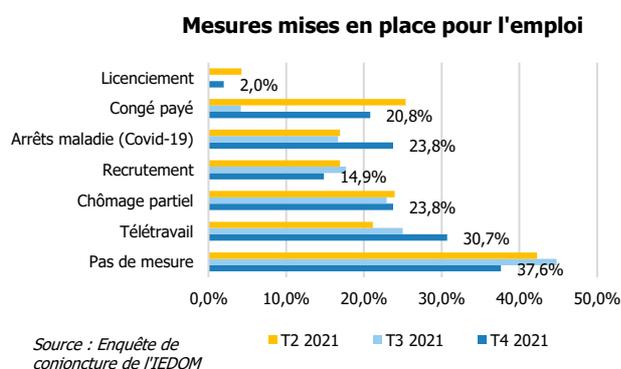
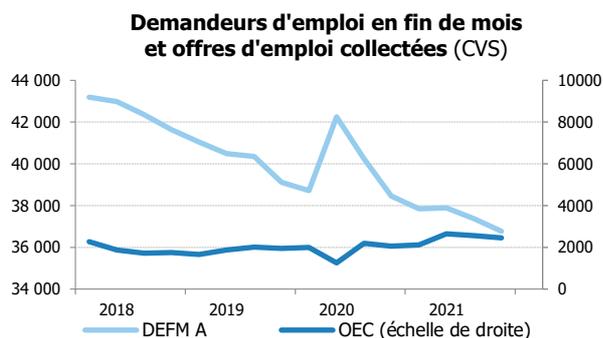
## Tassement de la consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages sont bien orientées, mais semblent progresser moins vite désormais. Au 4<sup>e</sup> trimestre, les importations de biens de consommation durables chutent de 14,6 % (CVS), tandis que celles de biens non durables baissent de 10,1 % (CVS). Cette évolution s'explique tant par la paralysie du port pendant les mouvements sociaux qui a limité l'offre, que par le maintien de certaines restrictions de déplacement (comme le couvre-feu) qui a contraint la demande des ménages. Le chiffre d'affaires de la grande distribution, en baisse de 2,8 % (CVS) au 4<sup>e</sup> trimestre par rapport au trimestre précédent, illustre cette situation. Le blocage des routes, les pénuries dans les rayons ainsi que la fermeture du Carrefour Market du Robert incendié durant les mouvements sociaux reflètent les difficultés du secteur en fin d'année.

Le secteur automobile semble quelque peu épargné par ces difficultés au 4<sup>e</sup> trimestre. Les immatriculations de véhicules particuliers sont en hausse de 11,8 % (CVS). Les encours de crédit à la consommation se redressent de concert au 4<sup>e</sup> trimestre (+1,5 %). Toutefois, une partie de la hausse des immatriculations s'explique par les achats des loueurs qui reconstituent partiellement leur flotte en amont de la saison touristique.

Dans l'ensemble, l'évolution des montants cumulés de paiement par carte bancaire est positive, mais ralentit à +7,2 % à fin décembre (par rapport à 2020) contre +7,6 % à fin septembre. L'épargne des ménages (dépôts à vue et placements liquides), quant à elle, progresse au 4<sup>e</sup> trimestre à son rythme d'avant-crise (+0,7 % ce trimestre contre +1,8 % au trimestre précédent).

Enfin, la vulnérabilité financière des ménages poursuit sa baisse, le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-3,6 %), de retraits de cartes bancaires (-7,1 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-2,6 %) reculant sur les trois derniers mois. En revanche, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement se redresse (+51,3 %) ce trimestre.



## La conjoncture sectorielle

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, l'activité économique sectorielle de la Martinique est stable au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 pour une majorité de secteurs. Les déclarations des chefs d'entreprise suggèrent que le secteur de l'hôtellerie-restauration se porte mieux qu'au trimestre précédent, tandis que l'activité du secteur primaire et de l'industrie agroalimentaire continue de se détériorer. Les soldes de gestion restent dégradés pour l'ensemble des secteurs mais sont mieux orientés. Les chefs d'entreprise déclarent relever leurs prix de vente.

Pour les entreprises du **secteur primaire et de l'industrie agroalimentaire**, l'activité se dégrade encore au 4<sup>e</sup> trimestre. Le secteur est particulièrement affecté par la crise sociale et subit le blocage des routes, la paralysie du port pendant près d'un mois en sus de l'augmentation des prix des matières premières. Les soldes d'opinions relatifs aux charges d'exploitation se dégradent également. Les exportations de produits agroalimentaires baissent (-6,9 %, CVS), ainsi que celles des produits agricoles (-12,3 %, CVS, dont -8,2 % pour les exportations de bananes, CVS). Côté élevage, l'abattage total diminue au 4<sup>e</sup> trimestre (-2,6 %, CVS).

Selon les déclarations des professionnels du **BTP**, l'activité semble repartir au 4<sup>e</sup> trimestre. Les soldes d'opinions sur les prévisions d'investissement restent orientés à la hausse. Si les soldes de gestion demeurent dégradés, ils progressent au 4<sup>e</sup> trimestre suggérant une amélioration dans le futur. Le secteur continue d'être affecté par la hausse des prix des matières premières. En effet, l'ensemble des entreprises interrogées déclare subir une augmentation de ses prix fournisseurs. Pour 83,3 % de ces entreprises, cette augmentation est supérieure à 25 %. Les ventes de ciment en sac (-6,6 %, CVS) et en vrac (-9,6 %), qui illustrent l'évolution respectivement des petits chantiers et des grands chantiers, sont en baisse. Les importations d'éléments en métal pour la construction (-9,3 %, CVS) sont également en baisse. Néanmoins, les livraisons de logements neufs augmentent de 53,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre, soutenues par des encours de crédits à l'habitat dynamiques (+1,8 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre). Ces chiffres suggèrent ainsi qu'au sein du secteur, le second œuvre est plus dynamique que la construction.

Les représentants du **secteur de l'industrie** (hors industrie agroalimentaire) déclarent une activité stable au 4<sup>e</sup> trimestre mais anticipent une dégradation de leur activité pour le trimestre à venir. Les prévisions d'investissement sont en baisse, les soldes de gestion pour le trimestre à venir se détériorent. Ces représentants sont 88,2 % à déclarer une augmentation des prix de leurs matières premières. Or, 86,0 % vont répercuter partiellement ou totalement ces hausses au trimestre prochain.

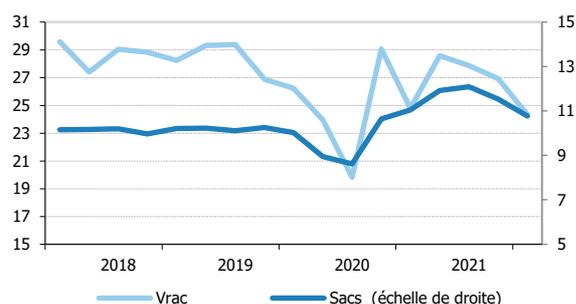
Selon les professionnels du **tourisme**, le secteur reprend des couleurs avec une activité qui s'améliore au 4<sup>e</sup> trimestre. Les soldes de gestion (charges d'exploitations, délais de paiement) s'équilibrent. Le nombre de nuitées augmente nettement : + 73,1 % (CVS) par rapport au trimestre précédent, et + 10,4 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2020. Dans ce secteur, le plus éprouvé par les restrictions sanitaires, 45,5 % des entreprises interrogées ont recours aux aides publiques (report ou annulation d'échéances sociales ou fiscales, Prêt Garanti par l'État (PGE), autre). C'est toutefois 4,5 points de moins qu'au trimestre précédent. Le recours aux autres mesures spécifiques auprès de leurs fournisseurs et clients est en forte baisse (18,2 % des entreprises allongent les délais de règlement fournisseurs contre 40,0 % au trimestre précédent et 18,2 % accélèrent le recouvrement des créances clients contre 50 % au trimestre précédent). Concernant l'emploi, le recours au chômage partiel est toujours largement sollicité (90,9 % des entreprises interrogées déclarent y avoir recours).

Cependant, l'ensemble des entreprises répondantes envisage un chiffre d'affaires en hausse en 2022 par rapport à 2021, tandis qu'elles sont 55,6 % à avoir déclaré un chiffre d'affaires qui se dégrade en 2021 par rapport à 2020.

Dans le secteur du **commerce**, la situation se dégrade légèrement en lien avec la hausse des prix et les mouvements sociaux. Cependant les chiffres d'immatriculation de véhicules particuliers neufs sont encourageants (+11,8 % CVS). Les soldes d'opinions relatifs à la trésorerie et aux délais de paiement se dégradent fortement. Cependant, 70,6 % des entreprises du secteur déclarent un chiffre d'affaires en hausse ou stable au 4<sup>e</sup> trimestre par rapport à la même période l'année dernière. Enfin, 95,2 % des chefs d'entreprise du secteur subissent une augmentation de leurs prix fournisseurs.

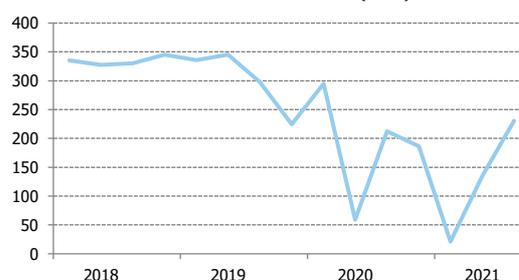
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** déclarent une amélioration de l'activité au 4<sup>e</sup> trimestre. La trésorerie s'améliore tandis que les chefs d'entreprise sont moins nombreux à anticiper une augmentation de leurs investissements à venir. 57,9 % des entreprises appartenant à ce secteur déclarent réaliser un chiffre d'affaires supérieur ou égal à celui du 3<sup>e</sup> trimestre 2020.

**Ventes de ciment**  
(CVS, en milliers de tonnes)



Source : Ciments Antillais

**Nombre de nuitées (CVS)**



Source : INSEE

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE FIN D'ANNEE MARQUEE PAR LA HAUSSE DES PRIX

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance de la région devrait atteindre +6,2 % en 2021 avant de décélérer à 2,1 % en 2022. Dans le détail, la CEPALC prévoit, pour 2022, une croissance de +1,4 % pour l'Amérique du Sud, +3,3 % pour l'Amérique centrale et +6,1 % pour les Caraïbes (hors Guyana).

Les transferts d'argent des migrants sont restés en 2021 une source importante de revenu pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Ils ont augmenté de près de 30 % en moyenne grâce à la dynamique de la reprise dans les pays de résidence des migrants. Les dépenses des administrations centrales sont restées bien au-dessus du niveau de 2019 dans les Caraïbes. Les États de la région continuent de lutter contre les effets de la pandémie, mais mobilisent également des ressources budgétaires pour réparer les effets des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes (ouragan Elsa, éruption du volcan la Soufrière à Saint-Vincent les Grenadines ...).

En particulier, la fin d'année 2021 est marquée par des niveaux d'inflation record. À fin septembre, elle atteint 7 % (en glissement annuel) en Amérique du Sud, 5,3 % en Amérique centrale et 4,2 % dans les Caraïbes anglophones. En conséquence, plusieurs banques centrales d'Amérique latine ont relevé leurs taux directeurs en 2021 (de 0,5 % à 5,5 % pour le Mexique, de 2 % à 9,25 % au Brésil). Par ailleurs, l'augmentation des prix des matières premières conduit à la dégradation des termes de l'échange. Dans les pays des Caraïbes, ils se dégradent de 5 % en raison de la part importante de l'énergie dans leurs importations.

Les prévisions de croissance pour 2022 sont assez disparates, notamment dans les pays des Caraïbes en raison de la dépendance de la région au secteur du tourisme. De plus, l'arrivée de nouveaux variants de la Covid-19 et ses implications sur le tourisme mondial, les possibles nouvelles catastrophes naturelles, ou encore la volatilité des revenus sont autant d'incertitudes qui menacent la trajectoire de la reprise. À Saint-Kitts-et-Nevis, le FMI prévoit une baisse de la croissance de 1 % en 2021 avant un rebond de 10 % pour 2022 tiré par la reprise du tourisme international. À Barbade, l'organisation prévoit une hausse plus modérée en 2022, de l'ordre de 4,4 % : de nombreux investissements en infrastructure devraient soutenir la reprise qui reste menacée par de nouvelles augmentations de prix et des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. En République dominicaine, l'augmentation de l'investissement privé dans le secteur touristique devrait tirer la croissance à 11 % en 2021 et 5,7 % pour 2022.

*Sources : CEPALC « Preliminary Overview of the Economies of Latin America and the Caribbean » - Central Bank of Barbados, Review of Barbados' Economic Performance, January to December 2021 – FMI*

### LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES MONDIALES ONT ETE REVUES A LA BAISSSE

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2022, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 5,9 % en 2021, soit un niveau conforme à ce qui avait été anticipé en octobre. En revanche, les prévisions pour 2022 ont été nettement révisées à la baisse (-0,5 point) suite à la propagation rapide d'un nouveau variant de la Covid-19 et à une inflation plus élevée et plus généralisée que prévu. Sur l'année, le FMI table désormais sur une croissance mondiale de 4,4 %.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a retrouvé de la vigueur au quatrième trimestre 2021, s'élevant à 1,7 % en rythme trimestriel, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent. La reconstitution des stocks des entreprises au cours de la période a largement contribué à cette évolution. Sur l'ensemble de l'année 2021, le PIB a crû de 5,6 % selon le FMI. L'institution anticipe une progression de 4,0 % en 2022, soit une révision à la baisse de 1,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. L'abandon probable du plan de relance budgétaire, le retrait anticipé des mesures d'accompagnement monétaire et la persistance de pénuries d'approvisionnement sont autant de facteurs qui ont contribué à cette révision.

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % au quatrième trimestre, après une progression de 2,3 % au troisième trimestre. Le taux de chômage a continué de baisser pour s'établir à 7,0 % à fin décembre contre 8,2 % un an plus tôt. À l'inverse, le taux d'inflation atteint 5,0 % à fin décembre, poussé par la hausse des prix de l'énergie. Une telle augmentation n'avait jamais été enregistrée depuis la création d'Eurostat en 1997. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 5,2 % selon le FMI. Elle pourrait s'élever à 3,9 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point par rapport aux dernières estimations.

La France a vu son PIB croître de 0,7 % au quatrième trimestre, soit un rythme plus modéré qu'au trimestre précédent (+3,1 %). Les échanges extérieurs, toujours en phase de rattrapage, progressent plus vite que la demande intérieure : les importations et les exportations augmentent respectivement de 3,6 % et de 3,2 % tandis que les dépenses de consommation des ménages enregistrent une hausse de 0,4 %, sensiblement identique à celle de l'investissement (+0,5 %). La Banque de France estime que la croissance du PIB a atteint 6,7 % en 2021 et qu'elle pourrait s'établir à 3,6 % en 2022.

Au Japon, le PIB a retrouvé une dynamique positive. Après un recul de 3,7 % au troisième trimestre, le PIB a ainsi enregistré un accroissement de 1,7 % sur le dernier trimestre 2021. Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la consommation des ménages (+2,8 %) qui a profité d'une nette amélioration de la situation sanitaire. Sur l'ensemble de l'année, le PIB a progressé de 1,7 %. Il devrait croître de 3,3 % en 2022 selon les estimations du FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 6,5 % en 2021 avec d'importantes disparités entre les pays : l'Inde et la Chine ont vu leur PIB progresser de respectivement 9,0 % et 8,1 % sur l'année tandis que le Brésil et la Russie ont enregistré une hausse moins marquée (respectivement +4,7 % et +4,5 %). En 2022, le FMI prévoit une progression du PIB de 4,8 % dans ce groupe de pays.

*Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 15 février 2022.*

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **N. GOBALRAJA**  
Rédaction : **E. ROUSSINEAU** — Éditeur et imprimeur : IEDOM